



Conseil général
Échange

A0607-CG-043

Résumé de l'analyse de la conjoncture

Les 6, 7 et 8 décembre 2006

- Siège social
- Bureau de Québec

Centrale des syndicats du Québec
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
320, rue St-Joseph, bureau 100, Québec (Québec) G1K 9E7
Adresse Web : <http://www.csq.qc.net>

Téléphone : (514) 356-8888
Téléphone : (418) 649-8888

Télécopie : (514) 356-9999
Télécopie : (418) 649-8800

Sur la scène québécoise : tenir le coup

La perspective d'élections au Québec, et ce, à court terme est bel et bien évacuée... Ce serait même improbable pour le printemps à cause de la conjoncture canadienne. Et puis, les sondages démontrent qu'encore une fois, le gouvernement Charest n'arrive pas à séduire la population québécoise.

L'activité parlementaire n'aura pas soulevé autant de débats que lors des sessions précédentes.

Au menu, certains projets de loi importants, notamment :

- La révision des régimes de retraite ;
- L'introduction de modifications aux règles de la gouvernance dans les organismes publics, notamment l'atteinte de la parité entre les femmes et les hommes ;
- La révision des règles électorales dans les commissions scolaires et celles de la fiscalité municipale ;
- La modification de l'heure légale afin que le Québec passe à l'heure avancée le deuxième dimanche de mars et le retour à l'heure normale le premier dimanche de novembre ;
- Le projet tant attendu sur les heures d'ouverture des commerces ;
- La création du Fonds des générations dédié au remboursement de la dette.

Il y a eu de nouvelles politiques comme celle concernant les changements climatiques et celle sur le développement économique régional et quelques consultations, dont celle sur l'intégration des communautés culturelles à la société québécoise.

Du côté des **relations de travail avec l'État**, c'est finalement le règlement du dossier de l'équité salariale qui constitue une importante victoire pour les centrales syndicales et pour les membres de la CSQ.

Certaines **promesses ne seront pas tenues** par ce gouvernement, notamment la réforme du mode de scrutin et un réel engagement face à la pauvreté des enfants et de leurs familles.

Cela dit, la session parlementaire qui s'achève n'a pas été nécessairement une session tranquille. En effet, les **dossiers litigieux** ont été multiples :

- L'avenir de la réforme en éducation ;
- L'entêtement du ministre Couillard à prétendre que tout va pour le mieux dans le réseau de la santé ;

- Le feuilleton de la construction du CHUM ;
- Les négociations avec les médecins spécialistes ;
- L'état des viaducs et des ponts qui témoigne du laisser-aller à ce chapitre ;
- L'inertie gouvernementale par rapport au développement de l'industrie éolienne ;
- La saga du Mont Orford qui n'en finit plus de rebondir ;
- Le feu vert accordé à la construction de l'autoroute 25 avant la fin de la consultation publique requise par décret en décembre 2005 ;
- Le prolongement de l'autoroute 30 dans le cadre d'un PPP et l'introduction du péage sur la portion entre Châteauguay et Vaudreuil-Dorion ;
- L'autorisation de construire la Centrale de l'Eastman 1-A et le harnachement de la rivière Rupert ;
- Le défi de l'accommodement raisonnable pour la société québécoise.

Certains de ces enjeux méritent le détour.

Un ministre de la santé sur la sellette

Le dossier de la santé demeure celui qui fait le plus de vagues dans la société québécoise. L'étude du projet de loi 33 se poursuit. Ce projet prévoit ouvrir la couverture de certaines chirurgies aux assureurs privés et l'instauration de cliniques médicales privées de chirurgie. Il devrait être adopté avant la fin de la session parlementaire.

Pour la première fois depuis le début de son mandat, le ministre Couillard suscite la grogne auprès de la majorité de la population et voit sa cote baisser à cause de certains dossiers, notamment :

- La résurgence des infections nosocomiales (bactérie C difficile) ;
- De nouvelles divulgations de mauvais traitements, mettant en cause la carence des inspections ministérielles ;
- Les équipes de soins intensifs qui dénoncent le manque de moyens ;
- Les médecins spécialistes qui ont réduit les services et cessé d'assurer la formation des étudiantes et des étudiants en médecine pour protester contre la loi 43 (PL 142) ;
- Les accusations de manœuvres de financement illégal qui proviendraient de son cabinet.

Bref, le ministre chéri du gouvernement Charest commence à perdre des points.

Je réforme ? Tu réformes ? Il réforme ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le monde de l'éducation fait l'objet d'une attention particulière depuis la rentrée de septembre.

- Les partis politiques avancent leurs propositions pour l'école québécoise ;
- Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport tente de justifier les changements induits par la réforme du curriculum ;
- Des analystes de toutes obédiences accaparent l'espace médiatique pour encenser ou pourfendre la réforme.

L'éducation québécoise est à la croisée des chemins.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jean-Marc Fournier, réaffirme son intention de poursuivre l'implantation de la réforme, mais s'ouvre à une demande qui viserait plutôt à assurer une amélioration continue de l'éducation. Pour la CSQ, cette ouverture n'aura de sens que si elle contribue à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et des conditions d'exercice des métiers et professions du personnel de l'éducation afin d'assurer une éducation publique de qualité, juste et égalitaire.

Dans un tel contexte, nos pressions sont très importantes et doivent être maintenues sur le gouvernement, car les conditions dans lesquelles sont vécus présentement les changements en éducation ne peuvent qu'inquiéter grandement.

En enseignement supérieur

Rien n'est réglé du côté du financement des collèges et des universités. Aussi, une large coalition du collégial intervenait récemment pour insister afin de mettre en relief le sous-financement de ce secteur et exiger des mesures pour y remédier.

Si les projets de grandes réformes du collégial semblent avoir été mis au rancart, il ne faudrait pas croire que les vellétés gouvernementales de toucher à des pans importants soient pour autant dissipées. Un projet de réforme du régime des études collégiales, actuellement à l'étude, fera l'objet d'un suivi serré de la Centrale et des fédérations concernées, notamment les enjeux soulevés par les modifications proposées sur la réussite éducative, la décentralisation et l'intégrité du réseau collégial.

Commission des partenaires du marché du travail

La première priorité de la CPMT concerne la stratégie de qualification de la main-d'œuvre, dont le Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences. Un consensus dégagé : cette reconnaissance se fera par le biais de certificats de qualification professionnelle signés à la fois par la ministre de l'Emploi

et de la Solidarité sociale et par la présidente de la CPMT. Cependant, rien n'est décidé sur le processus de reconnaissance des compétences, sur le référentiel qui sera utilisé, sur le financement, etc.

Par ailleurs, les travaux se poursuivent à la table interministérielle sur la reconnaissance des acquis et des compétences qui regroupe les ministères de l'Éducation et de l'Emploi.

Le modèle de la CPMT valorisé par l'Internationale de l'Éducation

L'Internationale de l'Éducation (IE) reconnaît que la collaboration entre les gouvernements, les organisations sectorielles et les syndicats, afin de développer du matériel didactique adapté et des mécanismes d'évaluation et de certification appropriés, est vitale pour la réussite de la formation professionnelle et technique.

Ce modèle de collaboration est de plus en plus souvent remplacé par un système dans lequel l'industrie définit seule les besoins de qualification, les critères d'évaluation, voire les tests de qualification qui deviennent ensuite les normes d'exigences requises. Les syndicats sont de plus en plus écartés de ce processus et les enseignants de la formation professionnelle et technique sont relégués à la fonction de simples prestataires. Aussi, le groupe de travail sur la question considère que l'IE doit transmettre à ses affiliés des renseignements plus accessibles ainsi que du matériel éducatif pour les aider à faire pression sur leur gouvernement.

Eux et nous : attention aux dérapages

La question de la **place de la religion dans l'espace public québécois**, suscite des vagues à cause, notamment, de la manière dont sont appréhendées les multiples demandes des groupes religieux ou des personnes appartenant à des groupes religieux. Faute de balises claires, plusieurs institutions publiques (écoles, services de garde, CLSC, hôpitaux ou services de police) ou privées (comme le YWCA) tentent de s'adapter à la diversité.

Pour plusieurs, c'est l'immigration qu'il faut pointer du doigt et la compatibilité des valeurs des personnes immigrantes aux valeurs québécoises. Pourtant, ces demandes ne sont pas que le lot des communautés immigrantes ni un phénomène exclusivement montréalais, mais il est tributaire de la résurgence du religieux dans la société québécoise.

La création du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire par le ministre Fournier ainsi que le débat amorcé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sont des premiers pas. La CSQ participera aux travaux de ces organismes, mais comme ce sont des démarches à long terme, elles n'apporteront pas, de façon immédiate, les clarifications nécessaires à la confusion qui règne actuellement. De plus, elles n'engagent pas directement le gouvernement ni les élus.

La générosité ou la justice sociale ?

Nous sommes en pleine saison de la Guignolée accompagnée de multiples campagnes de financement pour aider les familles les plus pauvres de la société québécoise à la veille de la période des fêtes. Certes, nous constatons au Québec une diminution du nombre de personnes assistées sociales, mais les revenus gagnés par le travail ne permettent pas à une importante fraction de la population de se sortir de la trappe de la pauvreté.

L'environnement demeure une priorité pour la population québécoise. Le ministre a divulgué son plan sur les changements climatiques, mais là encore, des dossiers sont ignorés, notamment le développement sauvage des éoliennes aux dépens des communautés locales ou, encore, la disparition des milieux humides. Pour sa part, la nouvelle hausse des tarifs de transport public dans la région métropolitaine de Montréal, combinée à la construction de l'autoroute 30, sont autant de signaux contradictoires pour combattre les changements climatiques.

La contestation citoyenne est toujours menacée par des « poursuites stratégiques contre la mobilisation populaire¹ » visant à bâillonner toutes celles et tous ceux qui se prononcent publiquement contre les projets d'entreprises mettant en danger l'environnement ou la santé de la population. Et il a le risque que le projet de loi envisagé arrive trop tard pour plusieurs groupes.

Fédéralisme asymétrique

Malgré les grands « élans nationaux » de Stephan Harper et de Jean Charest, le gouvernement fédéral s'entête à ne pas verser les 800 millions de dollars pour les garderies et les 328 millions au dossier de l'environnement. Une rencontre est prévue le 15 décembre prochain entre les ministres des Finances des provinces et le ministre fédéral. Au cœur du débat, la réforme de la péréquation, l'augmentation des transferts fédéraux en ce qui concerne l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux et, finalement, la répartition des points d'impôt.

Les partis politiques concoctent leurs programmes électoraux

Au cours des prochains mois, la CSQ procédera à une analyse relativement exhaustive des programmes des partis politiques qui espèrent former le prochain gouvernement ou, encore faire, élire des députés à l'Assemblée nationale.

Le programme du **parti libéral** sera finalisé lors de son congrès en mars prochain. Le remboursement de la dette est au cœur des priorités de ce parti et les jeunes libéraux sont de chauds partisans du dégel des frais de scolarité.

¹ Traduction libre de Strategic Lawsuit Against Public Participation, (SLAPP).

Le **Parti québécois** prône « une sociale démocratie plus pragmatique » ce qui s'apparente de plus en plus au discours des Lucides. Le nouveau chef André Boisclair ne se sent pas lié par certaines décisions des membres de son parti, notamment celle concernant la nationalisation de l'industrie éolienne, et il n'entend pas remettre en question le financement public de l'école privée.

L'Action démocratique promet de faire de l'ADQ un parti de centre-droite, présent auprès de la classe moyenne et des familles. En attendant, il s'est lancé tête baissée dans le débat sur l'accommodement raisonnable, a ressorti de vieux fantômes de ses tiroirs, dont l'abolition des commissions scolaires et le « virage enfant » par l'adoption de mesures fortement natalistes comme le retour au « bébé bonus ». Il prône la séparation des filles et des garçons à l'école et veut augmenter le nombre d'écoles secondaires publiques à vocation particulière au Québec.

Le **Parti Québec solidaire** a maintenant un programme politique dont le coût des recommandations reste à être chiffré. Qualifié de « pelleteur de nuages » par plusieurs, ce parti aura le défi de convaincre qu'il peut proposer un programme qui s'éloigne du néolibéralisme et du conservatisme économique tout en ne fragilisant pas la situation économique et sociale du Québec.

L'actualité canadienne : déficit démocratique du gouvernement Harper

Nous pourrions nous retrouver en période électorale à l'échelle canadienne avant la réunion du Conseil général de mars. D'ici là, le gouvernement Harper a beaucoup de difficultés à faire cheminer ses projets de loi, notamment celui sur la protection des minorités religieuses, celui sur la qualité de l'air et ceux visant à instaurer de multiples amendements au Code criminel.

L'attitude du gouvernement Harper et de sa ministre de l'Environnement a été vertement critiquée lors de la rencontre de Nairobi. Son entêtement à considérer l'environnement comme un dossier qu'on peut reporter indéfiniment afin de protéger l'exploitation des sables bitumineux de l'Arthabasca a irrité la communauté internationale à peu d'exceptions près. La ministre Ambrose a même réussi à ce que les groupes environnementaux, les partis politiques fédéraux et le PLQ s'unissent pour exiger le respect des Accords de Kyoto.

Ce sont finalement les orientations budgétaires et fiscales du gouvernement Harper, assorties des conséquences de la situation en Afghanistan qui risquent de faire tomber ce gouvernement.

Le développement humain en baisse au Canada

Le Canada s'est longtemps targué d'être « le plus meilleur pays du monde ». Au premier rang pour l'Indice du développement humain² créé par l'ONU pour mesurer

² Cet indice mesure le revenu, l'espérance de vie et le niveau d'instruction.

les progrès des pays, depuis 2001, il dégringole dans l'échelle internationale. Il se situe actuellement à la sixième place, une de moins que l'an dernier.

Pendant ce temps, le gouvernement fédéral persiste et signe ; il ne financera pas les services de garde, mais privilégiera le versement d'une allocation pour le choix en matière de garde d'enfants, sorte de prestation universelle non dédiée aux frais de garde. Il met fin aux ententes bilatérales conclues entre les provinces et le gouvernement central et les prive des sommes nécessaires à leur plan d'investissement dans les services de garde. De plus, le ministre des Finances, Jim Flaherty, s'entête à privilégier le remboursement de la dette assorti d'une baisse d'impôt pour les contribuables aux dépens du financement de l'éducation supérieure, des programmes sociaux.

Des compressions qui fragilisent le développement et la démocratie

Après avoir aboli le Programme de contestation judiciaire ; diminué de 43 % le budget de fonctionnement de Condition féminine Canada ; changé les critères de financement des organisations de femmes ; refusé d'adopter une loi proactive sur l'équité salariale ; annulé le Programme national de services de garde, la ministre Beverly Oda vient d'annoncer la fermeture de douze des seize bureaux régionaux de Condition féminine Canada, notamment en milieu rural.

Obligé de faire marche arrière dans sa décision de ne plus soutenir financièrement les tournées culturelles à même le budget des affaires étrangères, le gouvernement Harper n'en a pas moins décidé de sabrer les budgets pour les arts et la culture³ dans les ambassades canadiennes à l'étranger et de les éliminer complètement à compter du 1^{er} avril 2007.

Pour contrer les compressions fédérales en alphabétisation, la CSQ s'active au sein d'une coalition du même nom qui a participé à la rencontre annuelle du gouvernement fédéral avec le monde de l'alphabétisation. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a reçu la Coalition qui a aussi reçu l'appui du ministre de l'Éducation du Loisir et du Sport du Québec.

De l'espoir du côté de l'assurance-emploi ?

Depuis des années, des groupes militent pour une réforme de l'assurance-emploi. Au cours de l'automne, le Conseil National des Chômeurs et des Chômeuses (CNC), de concert avec un comité d'appui composé de douze personnalités politiques et publiques, dont la CSQ, ont repris le flambeau et tenu une marche entre Montréal et Ottawa. Au sortir de cet événement, un consensus semble se dessiner entre les centrales syndicales, les groupes de chômeuses et de chômeurs et les partis de l'opposition sur les principales revendications pour restaurer ce programme fondamental de remplacement du revenu en cas de chômage.

³ Ces subventions proviennent du Fonds pour la diplomatie publique.

La Nation québécoise

Le premier ministre Harper a toujours affiché un non catégorique à l'égard de la reconnaissance de la nation québécoise. Est-ce la proximité des élections fédérales, sa descente catastrophique dans les intentions de vote de la population québécoise, la reconnaissance de la nation par le PLC, l'espoir d'un retour d'ascenseur de la part de libéraux québécois ou encore l'envie de déstabiliser le Bloc québécois qui ont conduit le premier ministre à proposer une motion voulant que « les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni⁴ » ?

Même si toutes ces réponses sont plausibles, elles ne règlent en rien la question fondamentale : il n'est pas question de reconnaître l'existence d'une communauté politique formant la nation québécoise, mais bien de reconnaître que les « Québécois » forment une nation. Ne soyons pas dupes, pour Stephan Harper cette question constitue presque une planche de salut, car il sait pertinemment que la population québécoise est en complet désaccord avec ses orientations économiques et sociales, son conservatisme religieux et ses positions en matière d'environnement et de politique étrangère.

En route vers la prochaine campagne électorale fédérale

Il y a, dorénavant, un nouveau joueur sur la scène politique fédérale, Stéphane Dion, élu chef du Parti libéral du Canada. Porté essentiellement par les militantes et les militants du Canada anglais, il pourrait ravir des voies au Parti conservateur de Stephan Harper et fragiliser, encore plus, le Nouveau parti démocratique à cause, notamment, de ses positions sur le développement durable. Quant au Bloc québécois, il a perdu des voix dans les intentions de vote, mais ses assises restent encore solides au Québec.

L'actualité internationale

Changement à la Maison Blanche : le vent démocrate a « soufflé » la majorité aux conservateurs religieux. Ce changement aura des répercussions sur la politique étrangère du Canada. Par contre, il ne faut pas sous-estimer la forte tendance au protectionnisme économique des démocrates qui favorisent l'imposition de tarifs élevés sur les biens produits à l'étranger, tout comme leurs demandes pour des hausses probables d'impôt risquant de ralentir la croissance de l'économie américaine et, conséquemment, de nuire à notre économie, notamment dans les régions québécoises.

Malgré ce qui avait toutes les allures d'un enterrement l'été dernier, des négociations plurilatérales à caractère informel ont redémarré à l'OMC pour tenter de sauver le Cycle de Doha. Comme le processus est plus opaque que jamais, l'enjeu premier consiste pour nos organisations à tenter de savoir ce qui se discute derrière les portes closes.

⁴ En anglais la motion se lit ainsi « that the House recognizes « les Québécois » as a nation ».

La reconfiguration des forces politiques et sociales se poursuit de plus belle en Amérique latine alors que le mouvement syndical international est le théâtre de deux luttes particulièrement dures qui méritent à la fois notre attention et notre soutien. La bataille des enseignantes et enseignants de l'État d'Oaxaca au Mexique en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail et des mesures favorisant la scolarisation a dégénéré en conflit social généralisé qui a fait plusieurs dizaines de victimes dont plusieurs militants syndicaux. La CSQ joint sa voix à celle de l'Internationale de l'Éducation pour que cessent les violations flagrantes des droits humains et syndicaux et demande une enquête indépendante afin que toute la lumière soit faite sur ces événements tragiques.

Du côté de la Palestine, l'embargo politique imposé en première ligne par les États-Unis et l'Union européenne a entraîné le non-paiement des salaires des employées et employés des services publics depuis plus de huit mois. À l'invitation de l'Internationale des services publics, la CSQ a décidé de souscrire à un fonds humanitaire destiné à fournir une alimentation et des services médicaux de première ligne aux travailleurs des services publics et à leurs familles.

Finalement, à surveiller la progression des femmes à la direction politique de certains pays à travers le monde.